



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

878/jpr/bmo

## **Arrêté du 3 février 2025 portant mise en demeure à la société ALSACHIMIE de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Chalampé**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I,
- VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation,
- VU l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2018 portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société PERFORMANCE POLYAMIDES FRANCE pour le site situé à Chalampé et réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescription complémentaires à la société RHODIA Opérations située à Chalampé,
- VU l'arrêté préfectoral du 6 février 2020 portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société ALSACHIMIE pour le site situé à Chalampé et réglementé par l'arrêté préfectoral du 25 août 2016 portant prescription complémentaires à la société RHODIA Opérations située à Chalampé,
- VU le rapport de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées de la visite de contrôle du 19 novembre 2024,
- VU la transmission en date du 7 janvier 2025 de ce rapport à la société Alsachimie,
- VU le courrier en réponse transmis par la société Alsachimie en date du 20 janvier 2025,

Considérant que lors de la visite d'inspection du 19 novembre 2024, et lors du contrôle des documents associés, l'inspection des installations classées a constaté que :

- en non-conformité aux dispositions l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, l'exploitant n'a pas étudié les différents scénarios d'incendie pour les

réservoirs concernés, en particulier, l'exploitant n'a pas réalisé les études requises par les points 1° et 3° de l'article 43-1 précité, il n'a en l'état pour les réservoirs soumis à ces dispositions, que réalisé une étude partielle pour le scénario lié au point 2° de l'article 43-1 précité, à savoir des scénarios d'incendie de cuvette de rétention, les feux de réservoirs et les feux d'équipements annexes aux stockages ne sont ainsi pas étudiés par l'exploitant,

- en non-conformité aux dispositions des articles 43-1 et 43-3-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du dimensionnement des stratégies de défense incendie qu'il a établi,
- en non-conformité aux dispositions de l'article 43-2-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, les moyens mobiles tels que définis par l'exploitant dans sa stratégie de défense, ne peuvent pas être mis en œuvre compte tenu que les distances des effets thermiques létaux significatifs atteint pour le scénario pour lesquels ces derniers doivent être utilisés sont supérieures aux portées des moyens définis,
- en non-conformité aux dispositions de l'article 43-2-4 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, l'exploitant n'est pas en mesure de mettre en œuvre en moins de 15 minutes les moyens d'extinction du B10000 exposés à des flux thermiques susceptibles d'endommager les dispositifs d'extinction,
- en non-conformité aux dispositions de l'article 43-3-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, l'exploitant n'a pas étudié et ne prévoit pas la protection d'installation pouvant avoir des effets hors site par effet domino, se trouvant à proximité de la cuvette de rétention du B10000, par ailleurs la mise en œuvre d'un certain nombre de moyens de protection n'est pas réalisable compte tenu des distances des effets thermiques létaux significatifs atteint pour le scénario et des portées des moyens de lutte prévus,

Considérant que les observations formulées par l'exploitant dans son courrier du 20 janvier 2025 en réponse au rapport susvisé, ne remettent pas en cause les constats de non-conformité établis lors de la visite de contrôle du 19 novembre 2024 ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement :

*« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,*

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

la société Alsachimie, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 25 rue de Clichy à Paris 75009, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées sur le site de Chalampé (CD 52 – 68490 Chalampé).

## **Article 2 :**

**dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé :

*« L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.*

*Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios suivants pris individuellement, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre :*

- *« 1 : » feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké,*
- *« 2 : » feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions,*
- *« 3 : » feu d'équipements annexes aux stockages visés par le présent arrêté dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, sortent des limites du site, [...]*»

## **Article 3 :**

**dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé :

*« L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.[...] »*

*Cette stratégie est formalisée dans un plan de défense incendie. Ce plan comprend :*

- *les procédures organisationnelles associées à la stratégie de lutte contre l'incendie. Cette partie peut être incluse dans le plan d'opération interne prévu par l'article « R. 181-54 » du code de l'environnement, lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document,*
- *les démonstrations de la disponibilité et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie vis-à-vis de la stratégie définie, demandées à l'article 43-2-3 et au deuxième alinéa de l'article 43-3-1 du présent arrêté. Cette partie peut être incluse dans l'étude de dangers du site ou dans le plan d'opération interne de l'établissement lorsque l'exploitant est soumis à l'obligation d'établir un tel document.[...] »*

## **Article 4 :**

**dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 43-2-3 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé :

*« La disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation vis-à-vis de la stratégie définie par l'exploitant est démontrée dans les conditions définies au point 43-1 du présent arrêté. En particulier, en cas d'usage par l'exploitant de moyens semi-fixes ou mobiles*

*dans le cadre de cette stratégie, l'adéquation aux moyens humains associés est démontrée, notamment en ce qui concerne :*

*[...]*

*« - l'exposition au flux thermique du personnel amené à intervenir qui ne peut excéder 5 kW/ m2 compte tenu de la surface en feu. Une valeur supérieure de flux thermique peut être acceptée, sans toutefois dépasser la dose de 1 800 (kW/ m2) 4/3. s ni la valeur de 8 kW/ m2, sous réserve que l'exploitant démontre qu'il possède l'équipement et l'entraînement nécessaires pour une telle intervention,*

*« - la portée des moyens d'extinction par rapport aux flux thermiques engendrés. »*

#### **Article 5 :**

**dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté,** l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 43-2-4 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé :

*« Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 36 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie :*

*- en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ;[...] »*

#### **Article 6 :**

**dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté,** l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 43-3-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé :

*« Le débit d'eau incendie, de solution moussante et les moyens en émulseur et en eau sont déterminés, justifiés par l'exploitant en fonction des scénarios définis au point 43-1 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées en annexe du plan de défense incendie prévu au point 43-1 du présent arrêté. Ils tiennent compte de la production de solution moussante dans les conditions définies au point 43-3 du présent arrêté et du refroidissement des installations menacées dans les conditions définies au point 43-3-7 du présent arrêté. »*

#### **Article 7 :**

**dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté,** l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 43-3-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé :

*« Pour la protection des installations, le dimensionnement des besoins en eau est basé sur les débits suivants :*

*« - refroidissement d'un réservoir à axe vertical en feu : 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;*

*« - refroidissement des réservoirs voisins du réservoir en feu exposés à plus de 12 kW/ m2 pour le scénario de référence d'incendie de réservoir : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence du réservoir ;*

*« - refroidissement des réservoirs des rétentions et sous-rétentions contiguës exposés à plus de 12 kW/ m2 pour le scénario de référence d'incendie de rétention ou de sous-rétention : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir ;*

*« - protection des autres installations exposées à un flux thermique supérieur ou égal à 8 kW/ m2 et identifiées par l'étude de dangers comme pouvant générer un phénomène dangereux par*

*effet domino : 1 litre par minute et par mètre carré de surface exposée ou 15 litres par minute et par mètre de circonférence de réservoir. Une valeur différente peut être prescrite par arrêté préfectoral sous réserve d'une étude spécifique réalisée par l'exploitant. »*

**Article 8 :**

faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 9 :**

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 10 :**

le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 3 février 2025

le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**SIGNÉ**

Augustin CELLARD